

La région en queue de peloton pour la richesse par habitant

Insee Analyses Hauts-de-France • n° 137 • Avril 2022



En 2018, le produit intérieur brut (PIB) des Hauts-de-France s'élève à 166 milliards d'euros. Alors qu'elle accueille 9,3 % de la population, la région ne produit que 7,2 % de la richesse créée en France métropolitaine. Entre 2000 et 2018, la croissance du PIB en volume s'élève à 0,8 % par an contre 1,2 % pour la France métropolitaine. Durement touchée par la crise financière de 2008-2009, l'économie régionale a mis plus de temps à retrouver son activité d'avant-crise.

Rapporté à la population, le PIB s'élève à 27 700 euros par habitant en 2018, ce qui place les Hauts-de-France en avant-dernière position parmi les régions métropolitaines, avec un niveau 8 % inférieur à la moyenne de France de province (30 120 euros). Le PIB par emploi atteint cependant 75 200 euros, soit une productivité comparable à la moyenne des régions de province. La faiblesse de la richesse créée par habitant s'explique par un taux d'activité plus faible, un taux de chômage plus élevé et un déficit d'attractivité du territoire, que la jeunesse de la population ne suffit pas à compenser.

Toutefois, depuis 2000, les Hauts-de-France ont comblé une partie de leur retard avec les régions limitrophes à l'Île-de-France, aux trajectoires démographiques comparables.

En 2018, le **Produit Intérieur Brut (PIB)** des Hauts-de-France s'élève à 166 milliards d'euros, soit 7,2 % de la richesse nationale produite (2 318 milliards d'euros pour la France métropolitaine). Cette proportion est sensiblement inférieure au poids démographique de la région (9,3 %) ainsi qu'à son poids dans l'emploi (8,1 %). Loin derrière l'Île-de-France, qui concentre près d'un tiers de la richesse nationale (730 milliards d'euros), et Auvergne-Rhône-Alpes (273 milliards d'euros), la région se classe au cinquième rang des régions métropolitaines. Avec la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Grand Est, elle appartient à un groupe de cinq régions dont le PIB s'échelonne entre 160 et 180 milliards d'euros ► **figure 1**.

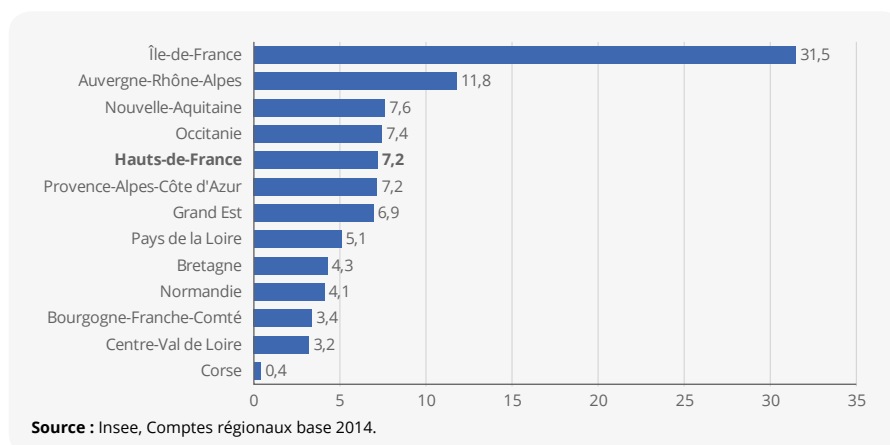
Une croissance du PIB modérée sur les 20 dernières années

Depuis près de 20 ans, la richesse créée dans la région progresse faiblement, avec une croissance du PIB en volume de 0,8 % en moyenne chaque année entre 2000 et 2018, contre 1,1 % en France de province et 1,2 % en France métropolitaine ► **figure 2**. Cette

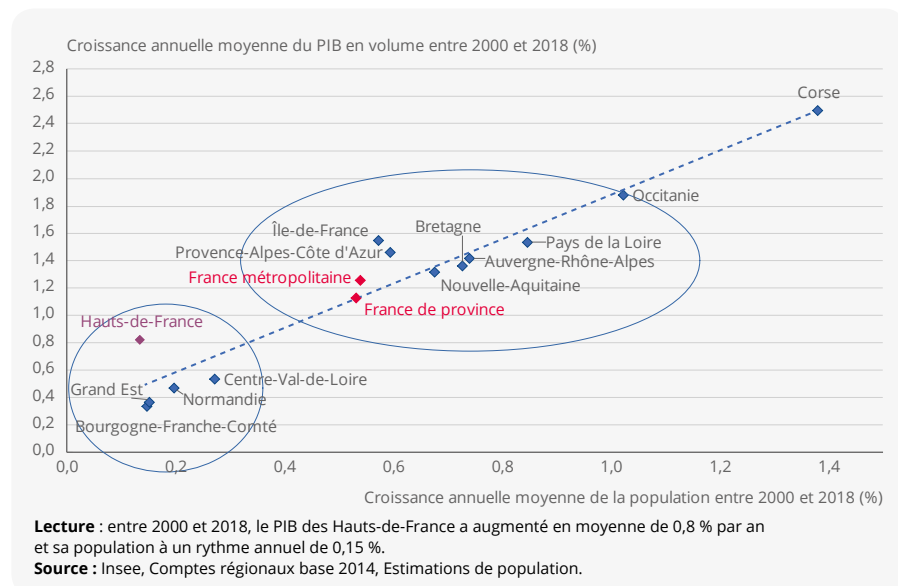
situation caractérise l'ensemble des territoires périphériques à l'Île-de-France, à savoir les régions Normandie, Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val de Loire. Moins dynamiques économiquement, ces régions peinent aussi démographiquement. En effet, elles sont les seules de France métropolitaine dont la population augmente moins vite qu'en moyenne nationale. Au sein de ce groupe, les Hauts-de-France sont toutefois

dans une situation plus favorable. Ainsi, la croissance du PIB y est presque deux fois plus élevée alors même que la région est la moins dynamique sur le plan démographique. Les Hauts-de-France se caractérisent en particulier par un déficit migratoire marqué, le plus élevé des régions de province. Désormais, le solde naturel compense à peine le déficit migratoire, avec en définitive une croissance quasi nulle de la population.

► 1. Poids de chaque région dans le PIB de la France métropolitaine en 2018 (%)



► 2. Evolution du PIB et de la population entre 2000 et 2018 (%)



Inversement, la croissance économique est plus forte là où les conditions démographiques sont favorables. C'est le cas notamment des régions situées sur les façades atlantiques et méditerranéennes. L'économie présentielle tend à s'y développer pour répondre aux besoins d'une population croissante, attirée entre autres par un environnement favorable (climat, cadre de vie...).

Une reprise plus lente dans les Hauts-de-France au sortir de la crise financière

Comme partout en France, l'économie régionale a largement souffert de la crise financière de 2008-2009 qui marque une rupture nette. Ainsi, entre 2000 et 2008, la croissance économique des Hauts-de-France atteint + 1,4 % par an contre + 0,8 % sur la période suivante comprise entre 2009 et 2018 ► **figure 3**. En comparaison des tendances nationales, les Hauts-de-France accusent un décrochage plus marqué de la croissance entre les deux périodes. En effet, en France de province, la croissance passe de + 1,6 % entre 2000 et 2008 à + 1,1 % sur la période suivante.

Si le PIB a reculé fortement entre 2008 et 2009 dans la plupart des régions (- 2,8 % en moyenne de France de province), la reprise a été nettement plus rapide dans

les régions à la démographie dynamique et situées sur les façades atlantique et méditerranéenne. Chez ces dernières, trois ans ont suffi à retrouver le niveau d'activité de 2008. En Île-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le redressement était même effectif une année plus tôt, dès 2010. En revanche, les Hauts-de-France, plus fortement touchés qu'en moyenne de province (récession de - 3,4 %), n'ont retrouvé leur niveau de PIB de 2008 que bien longtemps après, en 2015, soit 7 ans après le début de la crise ► **encadré**.

Le plus faible niveau de richesse par habitant avec la Corse

En 2018, le PIB par habitant des Hauts-de-France s'élève à 27 700 euros, un niveau qui place la région en avant-dernière position, juste devant la Corse (27 660 euros) et derrière la région Bourgogne-Franche-Comté (27 900 euros). En presque 20 ans, le rang des Hauts-de-France (12^e sur 13 régions) n'a pas évolué. Son PIB par habitant est plus de deux fois inférieur à celui de l'Île-de-France (59 630 euros). En dehors de la région capitale, les régions Auvergne-Rhône-Alpes (34 030 euros), Provence-Alpes-Côte d'Azur (32 760 euros) et Pays-de-la-Loire (30 970 euros) se distinguent également par un PIB par habitant supérieur à la moyenne de France de province (30 120 euros).

En 2018, les Hauts-de-France accusent un retard de 8 % par rapport à la France de province en termes de PIB par habitant ► **figure 5a**. Si cet écart s'accroît depuis 2008, année où il avait atteint un minimum de 7 %, il s'est globalement résorbé depuis 2000 (9,5 %). En particulier, les Hauts-de-France comblent une partie de leur retard avec les régions limitrophes à l'Île-de-France, celles qui ont des dynamiques démographiques très proches ► **figure 2**. En effet, au sein de ce groupe, la région enregistre la plus forte évolution de son PIB, 0,8 % en moyenne chaque année entre 2000 et 2018 contre moins de 0,5 % pour les autres régions du groupe. En conséquence, l'écart de richesse par habitant avec ces dernières se réduit.

Le niveau du PIB par habitant dépend d'une part de la richesse créée en moyenne par emploi (PIB par emploi), autrement dit la productivité par emploi, et d'autre part du nombre d'emplois disponibles sur un territoire par rapport au niveau de sa population résidente (densité d'emploi) ► **méthodologie**. Le retard qu'accusent les Hauts-de-France en termes de richesse par habitant résulte de la faible densité d'emplois dans la région, la productivité des emplois étant quant à elle en ligne avec la moyenne de France de province.

Un PIB par emploi comparable à la moyenne de France de province

Le PIB par emploi constitue la première composante de la richesse moyenne par habitant. Dans les Hauts-de-France, celui-ci s'élève à 75 210 euros par emploi en 2018, un niveau comparable à la France de province (75 170 euros). L'Île-de-France se distingue là encore avec le PIB par emploi le plus important (114 470 euros). Auvergne-Rhône-Alpes (79 530 euros) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (78 770 euros) sont les deux seules autres régions dépassant la moyenne de France de province. De manière générale, les disparités régionales en termes de PIB par emploi sont moindres que celles du PIB par habitant ► **figure 5b**.

Le PIB par emploi dépend à la fois de la structure d'activité régionale et de la productivité de l'emploi dans chaque secteur. Ainsi, en Île-de-France, et dans une moindre mesure en Auvergne-Rhône-

► 3. PIB en 2018 (en millions d'euros) et évolution du PIB en volume entre 2000 et 2018 (%)

	Hauts-de-France	France de province	France métropolitaine
PIB en 2018 (en millions d'euros)	166 350	1 588 250	2 318 050
Evolution annuelle moyenne (%) entre...			
... 2000 et 2018	0,8	1,1	1,3
... 2000 et 2008	1,4	1,6	1,7
... 2008 et 2009	- 3,4	- 2,8	- 2,9
... 2009 et 2018	0,8	1,1	1,4

Lecture : entre 2000 et 2018, la croissance du PIB en volume s'élève à 0,8 % par an en moyenne dans les Hauts-de-France contre + 1,1 % en France de province.

Source : Insee, Comptes régionaux base 2014.

Alpes, le tissu productif est davantage spécialisé dans des secteurs à **forte valeur ajoutée** tels que les activités financières et d'assurances, les services informatiques et de communication, les activités

immobilières et les activités spécialisées scientifiques et techniques. Dans les Hauts-de-France, la structure sectorielle s'est rapprochée de la moyenne des régions de province au cours des 20 dernières

années, en lien avec les mutations de l'appareil productif. En particulier, le phénomène de désindustrialisation et de tertiarisation de l'économie se poursuit. Néanmoins, la région conserve des spécificités avec notamment une surreprésentation du tertiaire non-marchand, autrement dit de la sphère publique. Celui-ci représente en effet près de 28 % de la richesse créée au niveau régional, part la plus importante de France de métropole et 3 points de plus qu'en France de province (25 %). Or, ce secteur rassemble des activités à faible création de valeur ajoutée. À l'inverse, les secteurs à forte valeur ajoutée du tertiaire marchand sont un peu moins présents qu'en France de province. Toutefois, la bonne productivité du travail dans certains secteurs, comme la construction ou l'agriculture, permet de compenser cette structure d'activité a priori défavorable dans la région, si bien qu'au final les Hauts de France affichent un PIB par emploi équivalent à la moyenne de France de province.

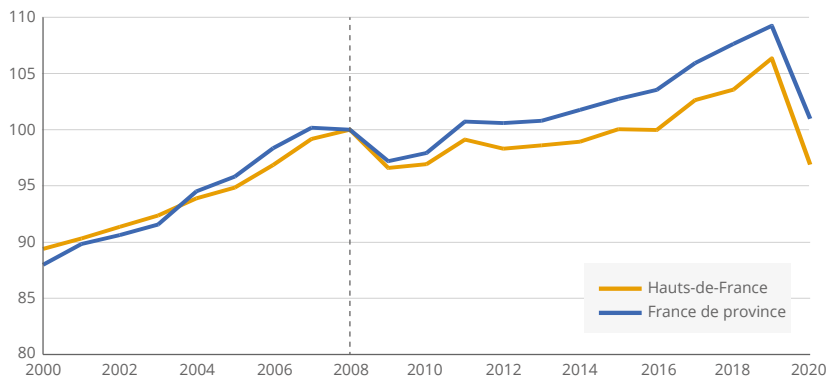
► Encadré – L'impact de la crise de la COVID sur le PIB des Hauts-de-France en 2020

À l'instar de la récession enregistrée en 2009, la chute du PIB est plus prononcée en 2020 dans les Hauts-de-France qu'en moyenne dans les régions de France de province ► **figure 4**. La richesse créée dans la région s'est ainsi réduite de 8,9 % (en volume) entre 2019 et 2020, contre 7,6 % en France de province. Le PIB régional replonge ainsi sous son niveau de 2008, avec l'ensemble des secteurs touchés.

Dans les Hauts-de-France, les services non marchands et l'agriculture ont davantage souffert qu'en France de province (respectivement - 8 % et - 9 % contre - 2 % et - 3 %). Du fait de leur poids dans l'économie régionale, les services non marchands contribuent donc fortement à la baisse marquée du PIB dans les Hauts-de-France.

Dans les autres secteurs, l'ampleur de la récession est comparable dans les Hauts-de-France avec celle de France de province. Ainsi, les contraintes de production, liées aux confinements mais aussi aux protocoles spécifiques inhérents à ses activités, ont pénalisé le secteur de la construction à l'identique dans la région et en France de province, l'activité économique chutant d'un sixième. De même, malgré les rattrapages partiels lors des périodes « inter-confinements », les services marchands ont reculé de 8 %. Enfin, l'industrie régionale bénéficiant de la bonne tenue du secteur agroalimentaire, a accusé un recul de 10 % comme en France de province.

► 4. Evolution annuelle du PIB de 2000 à 2020 (indice base 100 en 2008)



Lecture : Le PIB des Hauts-de-France représente en 2020, 97 % de son niveau de 2008.
Source : Insee, Comptes régionaux base 2014, données provisoires pour les années 2019 et 2020.

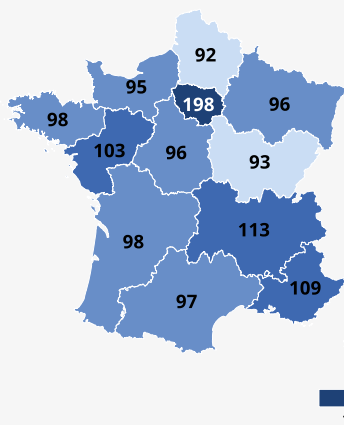
La faible densité d'emploi réduit la richesse par habitant

La densité d'emploi est la deuxième composante du PIB par habitant. En 2018, on dénombre 37 emplois pour 100 habitants, ratio le plus faible de France métropolitaine, loin de l'Île-de-France (52) et Auvergne-Rhône-Alpes (43), mais juste derrière le Grand Est et la Corse (respectivement 39 et 38 emplois pour 100 habitants). Cet indicateur est la résultante de quatre facteurs qui rendent compte des dynamiques socio-économiques et démographiques de la région ► **Méthodologie**.

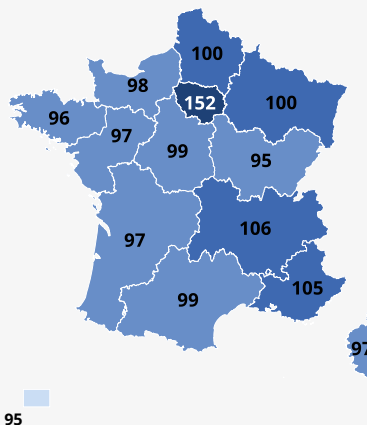
Parmi ces facteurs, l'« effet démographique » est le seul avantage comparatif de la région. En raison de la relative jeunesse de ses habitants, 66 % de la population des Hauts-de-France est en âge de travailler en 2018, soit 2 points de plus qu'en France de province (64 %) ► **figure 6**. Les autres facteurs jouent quant à eux défavorablement, en lien avec un marché du travail dégradé. En témoigne le taux d'activité régional (72 % contre 75 % en France de province en 2018) et ce, malgré un rattrapage important au cours des dernières années du fait de la progression de l'activité féminine. Cette moindre participation au marché du travail se double d'un chômage plus élevé, à 16 % contre 13 % en France de province. Enfin, la région souffre d'un déficit d'attractivité. On compte seulement 93 emplois offerts pour 100 travailleurs résidant dans les Hauts-de-France en 2018, soit le plus faible ratio de métropole après la région Grand Est (92) et de 4 points inférieur à la moyenne France de province (97). Une partie des travailleurs résidant

► 5. PIB par habitant et PIB par emploi par région en 2018

a. PIB par habitant en 2018 base 100 pour la moyenne France de province



b. PIB par emploi en 2018 base 100 pour la moyenne France de province



Lecture : en 2018, le PIB par habitant des Hauts-de-France ne représente que 92 % de celui de la moyenne de France de province, alors que son PIB par emploi est équivalent.

Source : Insee, Comptes régionaux base 2014, Estimations de population, Estel.

dans les Hauts-de-France travaillent ainsi hors de la région. En particulier, deux navetteurs sortants sur trois, soit 127 600 personnes, ont leur attache professionnelle en Île-de-France (contre 18 200 à l'inverse), contribuant de fait au PIB francilien.

La densité d'emploi reste stable entre 2008 et 2018

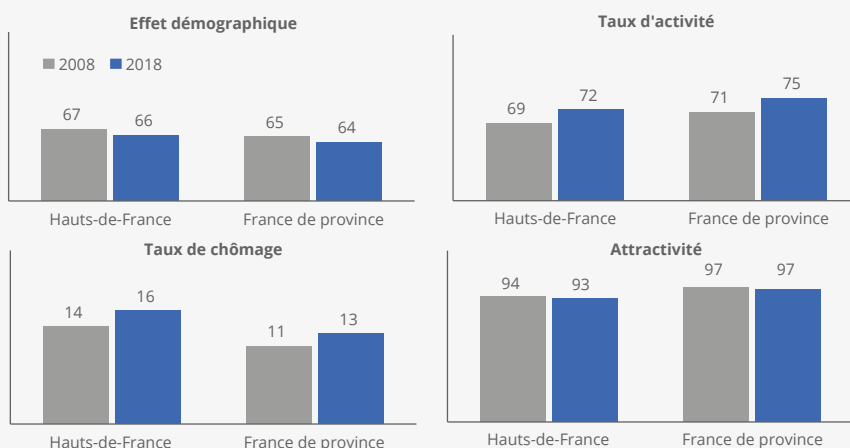
Entre 2008 et 2018, dans la région comme au niveau national, la densité d'emploi est stable : 37 % dans les Hauts-de-France contre 40 % en France de province sur la période. En conséquence, la hausse du PIB par habitant sur cette période a été exclusivement portée par celle du PIB par emploi, autrement dit par l'augmentation de la productivité.

La stabilité de la densité d'emploi masque toutefois des dynamiques différentes pour chacune de ses composantes au cours des dix dernières années. Ainsi, le déficit d'attractivité de la région tend à se renforcer. En ligne avec les tendances de France de province, le taux de chômage s'est dégradé et le vieillissement de la population réduit la part de la population en âge de travailler ► **figure 6**. A contrario, le taux d'activité, en hausse de 4 points sur la période, compense le recul des autres facteurs de la densité d'emploi. ●

Mickaël Bréfort, Kévin Fusillier
(Insee Hauts-de-France)

Retrouvez plus de données en téléchargement sur www.insee.fr

► 6. Les facteurs de la densité d'emploi en 2008 et 2018



Lecture : en 2018, 66 % de la population des Hauts-de-France est en âge de travailler. Cet « effet démographique » est supérieur de 2 points à la France de province (64 %). En 2018, on dénombre 93 emplois offerts pour 100 travailleurs résidant dans les Hauts-de-France, soit une « attractivité » de 4 points inférieure à la moyenne France de province (97).
Source : Insee, recensements de la population.

► Définitions

Le Produit intérieur brut (PIB) d'une région est un indicateur de la richesse créée dans la région. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la valeur de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production).

Le PIB en valeur s'exprime en euros de l'année pour lequel il est établi. Dans cette étude, les PIB, PIB par habitant et PIB par emploi de l'année 2018 sont exprimés en valeur (en milliards d'euros, millions d'euros ou en euros selon les cas). Pour les comparaisons dans le temps, entre 2000 et 2018, le **PIB « en volume »** est utilisé. Ce PIB est corrigé de l'effet prix (par un indice des prix chaînés en base 2014) afin de suivre l'évolution de la production.

► Méthodologie : la décomposition du PIB par habitant

Au niveau régional, le PIB par habitant est calculé en rapportant le PIB de la région à la population résidant dans la région. Il est aussi le produit de deux composantes : le PIB par emploi et la densité d'emplois offerts à la population. En effet :

$$\frac{PIB}{Habitant} = \frac{PIB}{Emploi} \times \frac{Emploi}{Habitant}$$

La densité d'emploi peut elle-même se décomposer en quatre facteurs de la manière suivante :

$$\frac{Emploi}{Habitant} = \frac{Emploi}{PAO} \times \frac{PAO}{PA} \times \frac{PA}{PEAT} \times \frac{PEAT}{Habitant}$$

Le **ratio Emploi / Population active occupée (PAO)** est un indicateur d'attractivité de la région. Si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie qu'il y a plus de personnes venant d'autres régions qui y travaillent que l'inverse. Dans cette étude, les échanges avec la Belgique ne sont pas mesurés.

Le **ratio PAO / Population active (PA)** est un indicateur de situation du marché du travail. Il rapporte la population active occupée de la région à sa population active. Ce ratio n'est autre que le complémentaire du taux de chômage au sens du recensement. Plus il est élevé, meilleure est la situation du marché du travail local. A contrario, plus la part des chômeurs dans la population active est élevée, moins bonne est la situation du marché du travail local.

Le **taux de chômage au sens du recensement** de la population est la proportion du nombre de chômeurs au sens du recensement dans la population active au sens du recensement

Le **ratio PA / Population en âge de travailler (PEAT)** correspond au taux d'activité. Il rapporte le nombre d'actifs de la région (actifs occupés et chômeurs) à l'ensemble de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Le **ratio PEAT / Habitant** est un indicateur d'un effet démographique. Il rapporte la population en âge de travailler de la région (de 15 à 64 ans) à son nombre d'habitants. Ainsi, si la population locale est très jeune (Mayotte et Guyane) ou si elle est âgée (Corse), le ratio est faible.

► Sources

Cette étude s'appuie sur les comptes régionaux réalisés par l'Insee. Les données de 2000 à 2018 sont définitives, celles de 2019 semi-définitives et celles de 2020 sont provisoires.

► Pour en savoir plus

- **Mathilde Gerardin**, « Les produits intérieurs bruts régionaux de 2000 à 2020 », *Insee Première n° 1900*
- **Laure Leroy**, « 25 ans de dynamiques économiques en Nord-Pas-de-Calais-Picardie », *Insee Analyses Nord-Pas-de-Calais-Picardie n°20*, juillet 2016
- **Grégoire Borey, Virginie Gamblin, Marie-Michelle Legrand** « Le caractère résidentiel du sud de la région se renforce en vingt ans », *Insee Analyses Hauts-de-France n°131*, décembre 2021

